

LA GOUVERNANCE EUROPÉENNE

UE (1992) < CEE et traité de Rome (1957)

Contexte de mutations (fin GF et implosion URSS) : cette organisation supra-nationale affiche des **ambitions politiques** (signe de cette volonté : élargissement rapide, en faisant adhérer des pays autrefois membres du bloc de l'Est).

Cependant, cette rapidité + disparités économiques dans la zone + crise de 2008 → fragilisation de l'UE et de l'euro. **Organisation à repenser.**

Comment l'Union se gouverne-t-elle compte tenu des disparités présentes ?

1. UNE UNION ÉLARGIE

1.1. UN ÉLARGISSEMENT RAPIDE

1989 : effondrement du bloc de l'Est → espoir d'une réunification du continent avec la **fin du rideau de fer**. *Réunification des 2 Allemagne en 1990 : symbole.*

Pays d'**Europe centrale** : désir de **rompre avec le passé** → **demande d'adhésion** (mais la CEE hésite en 1993).

→ **Traité de Copenhague**, qui fixe des **critères d'adhésion** (**politique** : démocratie, droit de l'Homme ; **économique** : économie de marché ; **juridique** : intégration de l'acquis communautaire, droits et obligations liant les États membres)

Problèmes : les pays de l'Est sont en **transition politique** (démocratisation) et **économique** (libéralisation).

1.2. LES DÉFIS

12 → 15 → 25 → 27 → 28 → **déplacement du centre de gravité** du continent vers l'Est.

→ **Allemagne : place privilégiée**

Question des **aides européennes** et de leur **répartition** : besoins importants des pays de l'Est (PAC notamment) → les PIGS (Portugal, Italie, Grèce, Espagne) craignent de perdre la manne européenne.

Les petits états (Luxembourg, Danemark, Belgique, Pays-Bas) craignent de voir leur **poids politique minoré**.

Problème de la **frontière** : jusqu'où peut s'étendre l'Union ? Aussi, les **institutions** ne sont **plus adaptées** à ces nouvelles disparités → inquiétudes de l'opinion publique.

→ pas de date d'entrée pour les pays postulants (Serbie, Monténégro, Macédoine, Turquie) ; l'Islande a retiré sa candidature en 2015.

Cas de la Turquie : demande en 1987, officiellement reconnue candidat en 1999. Cependant, les européens (surtout les français) sont contre l'adhésion : non-respect des critères d'adhésion (droit de l'Homme, peine de mort, kurdes, reconnaissance du génocide arménien → pb de liberté d'opinion, les historiens ne peuvent pas travailler dessus), ≠ d'identité culturelle (pays surtout

musulman, 1e puissance démographique européenne, proximité de l'arc des crises)

1.3. LE TRAITÉ DE MAASTRICHT

Années **1990** → profonds bouleversements : nouvel ordre mondial, mondialisation, développement d'organisations régionales (MERCOSUR, ALENA) → **défi à relever pour l'Europe** : il faut en faire une **puissance mondiale**.

En **1992**, le **traité de Maastricht** est signé : CEE → UE (par référendum, de justesse en France et refusé au Danemark). **3 piliers** définis : **économie** (marché et monnaie uniques → ECU puis € en 2002, rejet de l'UK), **politique étrangère de sécurité commune** (mais : pays déjà membres de l'OTAN / pays neutralistes et le conflit yougoslave a montré l'incapacité de l'Europe à s'entendre), **coopération policière et judiciaire**.

Glissement de nom (CEE → UE) : volonté de **renforcer les liens** entre États membres en **dépassant la simple union économique**. Construction d'une **identité européenne** en vogue dans les années **1990** et début des années **2000**.

Élargissement → rapprochement de **zones sensibles** ou **instables** (Balkans, Ukraine).

Europe **divisée** à propos de l'**intervention en Irak** en 2003 : désaccords (France/Allemagne contre l'intervention américaine ; UK/Italie/Espagne/Pologne pour).

Problèmes sur le **gestion des flux de migrants**.

2. LA CRISE DE LA GOUVERNANCE EUROPÉENNE

2.1. APPROFONDISSEMENT ET SUPRANATIONALITÉ

Création de la BCE (Banque Centrale Européenne) à Francfort en **1998** ; en **2002**, **mise en circulation de l'euro**. Critères pour adhérer à la zone euro (déficit public < 3 % ; dette < 60 % du PIB) : 11 puis 17 pays ont rejoint la zone, sans toutefois toujours respecter les critères.

1995 : entrée en application des **accords Shengen**, signés 10 ans avant → fin des contrôles aux frontières, libre-circulation des biens, des personnes, des capitaux et services.

Problème : les institutions ont **peu évolué**. Fonctionnement complexe, prise de décision compliquée → menace de **paralysie**. Question de la **supranationalité**.

Désaccords nombreux, mais on maintient les décisions à l'unanimité pour la politique étrangère → décisions qui n'**aboutissent pas**.

2001 : signature du traité de Nice (principe de majorité qualifiée), mais il n'est **pas adapté** à la nouvelle situation.

2.2. ÉCHEC DU PROJET DE CONSTITUTION, TRAITÉ DE LISBONNE ET NOUVELLE DONNE ÉCONOMIQUE

Projet de **constitution** signé par les chefs de gouvernement à Rome en **2004**. Création d'un poste de **président** et de **ministre des affaires étrangères** ; nombre de membres de la commission réduit ; **plus de pouvoir** confié au **Parlement** ; **majorité qualifiée** retenue (vote pondéré par rapport à la population du pays).

→ **Refusé** par néerlandais et français → **crise des institutions**, doute sur leur légitimité.

Traité de Lisbonne (2007) : le Conseil de l'Europe se dote d'un président ; d'un haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ; pouvoirs étendus au parlement. Par crainte d'un rejet, adopté par voie parlementaire et non référendum.

Crise de 2008 → question sur la **dette grecque** (qui s'étend à l'Espagne et au Portugal) → **menaces sur la zone euro**. Déclassement de pays → difficultés à emprunter ; plans d'aide insuffisants.

→ création du **MES** (Mécanisme Européen de Stabilité) en **2012**, doté de 750M⁹ €.

Les pays du Nord, notamment l'Allemagne, souhaitent **renforcer le fédéralisme budgétaire** (→ surveillance des budgets nationaux, contrôle des déficits).

L'idée fait son chemin qu'il faut que la Grèce quitte la zone euro.

En **2012**, l'Union reçoit le prix Nobel de la paix alors qu'elle traverse une grave crise, avec des tensions franco-allemandes importantes.

2.3. LE TEMPS DU DÉSAMOUR : L'EUROSCEPTICISME

Crise → renforce les inégalités → **repli national** (voire nationaliste) → **rejet du projet européen**, vu comme contraignant.

L'UE semble **éloignée** aux citoyens européens, griefs nombreux :

- **Euro** → augmentation des prix, diminution du pouvoir d'achat
- 35 % des Européens ont une image positive de l'Europe
- Progrès de l'**euroscepticisme** : UKIP en UK, FN en France
- Rejet de la **rigueur** imposée à la Grèce ou au Portugal
- Rejet des **directives de l'Union** (qui doivent être intégrées dans les législations nationales)

→ **L'UE a connu un élargissement important, qui a déstabilisé les institutions. Nécessité de reconstruire les fondements institutionnels adaptés aux 28 pays dont les intérêts peuvent être éloignés.**

Face au mécontentement, certains prônent un fédéralisme pour renforcer l'UE ; d'autres évoquent une UE à géométrie variable, où on choisit à quelles institutions on adhère. Enfin, une minorité rejette complètement le projet européen.